



SOUS-PREFECTURE DE BEZIERS

Cohésion Sociale
Bureau des Associations
Bd Edouard Herriot
34500 BEZIERS
0467367069 Merc 14h/16h

Le numéro W341001388
est à rappeler dans toute
correspondance

**Récépissé de Déclaration de MODIFICATION
de l'association n° W341001388**

Ancienne référence
de l'association :
0341006702

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;
Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

le Sous-Préfet de Béziers

donne récépissé à **Monsieur le Président**
d'une déclaration en date du : **12 mars 2018**
faisant connaître le(s) changement(s) suivant(s) :

DIRIGEANTS, OBJET, SIEGE, STATUTS, TITRE

dans l'association dont le nouveau titre est :

FOYER RURAL HELENE BOUQUET/SAUVIAN


dont le nouveau siège social est situé : 17 rue des Ecoles
34410 Sauvian

Décision(s) prise(s) le(s) : **18 novembre 2017**

Pièces fournies : liste des dirigeants
Procès-verbal
Statuts

Béziers, le 27 juin 2019

Pour le Sous-Préfet
et par délégation
Le Chef de Bureau,



C. PRADES

Loi du 1 juillet 1901, article 5 - al 5, 6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 2 :

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés.

Loi du 1 juillet 1901, article 6 - al 1 :

Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

NOTA :

L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.